

Déclaration du secrétaire d'État américain Dean Acheson (9 février 1949)

Légende: Le 9 février 1949, Dean Acheson, secrétaire d'État américain, prononce une déclaration dans laquelle il dénonce le procès en cours du cardinal hongrois Josef Mindszenty et condamne les agissements totalitaires et policiers des communistes en Hongrie.

Source: Department of State (Ed.). A Decade of American Foreign Policy, Basic Documents 1941-1949. Washington: Department of State Printing Office, 1985. 969 p. ISBN 0403000084. p. 516.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_du_secretaire_d_etat_americaain_dean_acheson_9_fevrier_1949-fr-07879780-5cb8-4990-95fb-b36280a12aa6.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Procès par la Hongrie du cardinal József Mindszenty

Déclaration du secrétaire d'État américain Dean Acheson, le 9 février 1949

Le procès du cardinal József Mindszenty, qui vient d'être condamné à perpétuité par le gouvernement hongrois, renforce les vues du gouvernement et du peuple américains, exprimées par le secrétaire d'État en charge, le 29 décembre 1948. Par ces attaques délibérées contre les libertés personnelles et religieuses ainsi que par la persécution de l'évêque luthérien Lajos Ordass et d'autres personnalités religieuses respectées, les autorités hongroises, sous contrôle soviétique, cherchent à discréditer et à contraindre les dirigeants religieux en Hongrie afin d'éliminer cette source de résistance morale au communisme.

Dans la conduite du procès du cardinal Mindszenty, les autorités hongroises semblent avoir eu recours à toutes les méthodes habituelles pratiquées par un état policier. De telles méthodes relèvent non pas de la justice, mais bien de la persécution gratuite. Le gouvernement hongrois a eu recours à la condamnation universelle et doit porter toute la responsabilité de ses actes.

Les jugements du cardinal Mindszenty et d'autres personnalités de l'Église hongroise ne sont pas des faits isolés. Avec le pouvoir gouvernemental entièrement aux mains du parti communiste minoritaire, le peuple hongrois s'est de plus en plus vu privé, au cours des deux dernières années, de l'exercice de ses droits et de ses libertés fondamentaux. L'opposition parlementaire, un élément indispensable au processus démocratique, a été éliminée impitoyablement, les contrôles totalitaires de l'état et du parti ont été imposés comme une mainmise sur chaque phase de la vie privée quotidienne, et le peuple hongrois a été privé de toute indépendance véritable.

Le peuple des États-Unis, et très certainement les peuples d'autres nations libres, sont révoltés et horrifiés par ces événements et réalisent entièrement la menace qu'ils représentent pour les institutions libres partout ailleurs.